



CAISSE CANTONALE VAUDOISE
DE COMPENSATION AVS

RAPPORT DE GESTION 2015

CONCERNANT L'APPLICATION
DE LA CHARTE SOCIALE AGRICOLE
(LOI DU 29 NOVEMBRE 1965)

TABLE DES MATIÈRES

1 – Préambule	2
<hr/>	
2 – Organisation	2
<hr/>	
3 – Tâches déléguées par la FRV à la Caisse de compensation AVS agricole, viticole et rurale «Agrivit»	3
<hr/>	
4 – Tâches de la Caisse cantonale d'allocations familiales (CCAF)	4
<hr/>	
5 – Contentieux	4
<hr/>	
6 – Flux financiers	5
<hr/>	
7 – Remerciements	6
<hr/>	
Annexe 1 : Notice no 6'900	7
<hr/>	
Annexe 2 : Rapport de gestion de la FRV 2015	1 – 20
<hr/>	

1 – PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions légales concernant la Charte sociale agricole (*art. 27 de la loi du 29 novembre 1965 réglant le paiement des allocations familiales et encourageant d'autres mesures de prévoyance dans l'agriculture et la viticulture*), un rapport est remis chaque année au Conseil d'État au sujet de l'application de ladite Charte avec, en annexes, le rapport et les comptes de la Fédération rurale vaudoise (FRV), tels que ceux-ci ont été approuvés par l'assemblée générale ou l'assemblée des délégués.

2 – ORGANISATION

Au sens de la Charte sociale agricole, la couverture des dépenses de la prévoyance sociale en faveur des agriculteurs et viticulteurs et des membres de leur famille est financée par :

- la contribution agricole de solidarité (CGAS) due à la Caisse cantonale d'allocations familiales par toute personne physique ou morale - non membre de la FRV - qui exploite un domaine agricole ou viticole ou, à défaut d'exploitant, par le propriétaire du terrain agricole ou viticole ;
- la cotisation d'assurance sociale professionnelle (CAP) due à la FRV par les membres de la FRV et qui sont par conséquent libérés du paiement de la CGAS ;
- une aide de l'État octroyée à la FRV.

Depuis 1991, le cercle des personnes admises au sein de la FRV a été élargi aux personnes morales exerçant une activité agricole ou viticole, aux personnes physiques exerçant une activité agricole ou viticole à titre accessoire, aux anciens exploitants ainsi qu'aux sociétés ou syndicats agricoles, d'alpage, bovins, chevalins, d'élevage, etc. Ces personnes morales ou physiques peuvent, depuis 1991, s'acquitter de la CAP en lieu et place de la CGAS, selon le barème suivant :

- | | | | |
|---|-----|---------|----------|
| - personnes morales : | CHF | 1'200.– | par an ; |
| - personnes physiques avec activité agricole ou viticole accessoire : | CHF | 600.– | par an ; |
| - anciens exploitants : | CHF | 240.– | par an ; |
| - sociétés ou syndicats : | CHF | 300.– | par an. |

Par ailleurs la CAP, calculée en pour-cent du revenu pour les chefs d'exploitation et forfaitairement pour les collaborateurs familiaux, instituée à l'article 3 de la Charte sociale agricole, est demeurée sans changement en 2015. Elle est de 1.6% du revenu mais au minimum de CHF 240.– et au maximum de CHF 2'400.– par année pour les chefs d'exploitation, et de CHF 180.– par année et par collaborateur familial célibataire ou par couple.

3 – TÂCHES DÉLÉGUÉES PAR LA FRV À LA CAISSE DE COMPENSATION AVS AGRICOLE, VITICOLE ET RURALE «AGRIVIT»

Encaissement de la cotisation d'assurance sociale professionnelle

(CAP, article 8 de la Charte sociale agricole)

Les membres de la FRV paient la CAP. En 2015, 5'999 affiliés (*dont 3'904 chefs d'exploitation et collaborateurs familiaux*) ont payé la CAP pour un montant global de CHF 4'761'758.20¹⁾, qui a été viré à la FRV.

¹⁾ Montant net.

Versement des allocations familiales

(CAP, article 17a de la Charte sociale agricole)

La Caisse de compensation AVS agricole, viticole et rurale «Agrivit», par délégation, est chargée de verser les allocations familiales prévues par la Charte aux agriculteurs et aux viticulteurs, selon le barème suivant, fixé dans le Règlement du régime professionnel d'allocations familiales FRV :

- par mois et par enfant jusqu'à 15 ans: CHF 60.-;
- par mois et par enfant de 16 à 20 ans: CHF 90.-;
- par allocation de naissance: CHF 1'500.-.

Ces prestations mensuelles sont portées en déduction des cotisations d'assurance sociale professionnelle (*CAP, voir ci-dessus*).

En revanche, le versement de l'allocation de naissance est effectué directement par la FRV.

4 – TÂCHES DE LA CAISSE CANTONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES (CCAF)

Encaissement de la contribution de solidarité agricole

(CGAS, articles 5 à 7 de la Charte sociale agricole)

Pour les non-membres de la FRV, la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS est chargée d'encaisser la CGAS auprès de toute personne physique ou morale qui exploite un domaine agricole ou viticole. A défaut d'exploitant, la contribution est due par le propriétaire.

CGAS 2015 (non-membres FRV)

	Taux	Nombre d'affiliés	Cotisations versées à la FRV
Exploitants	2% du revenu (<i>inchangé depuis 1966</i>)	3	1'443.40
Propriétaires	Voir notice n° 6'900 (<i>décision du Conseil d'État du 26 janvier 1972</i>)	872	100'161.75
Total		875	101'605.15

En 2015, 1 exploitante non membre FRV a perçu des allocations familiales, au sens de l'article 10 de la Charte sociale agricole, pour un montant de CHF 1'080.–.

5 – CONTENTIEUX (CAP, article 7 de la Charte sociale agricole)

En 2015, il n'y a pas eu de recours concernant la contribution de solidarité agricole.

6 – FLUX FINANCIERS

La Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCA VS), la Caisse de compensation AVS Agrivit et la Caisse cantonale d'allocations familiales (CCAF) ont facturé en 2015, pour le compte de la FRV, les cotisations suivantes :

Genre de cotisations	Encaissées par			Total CHF
	CCA VS CHF	AGRIVIT CHF	CCAF CHF	
Cotisation d'assurance sociale professionnelle (CAP) ¹⁾		4'769'677.35		4'769'677.35
Assurance-accidents LAA des travailleurs agricoles ¹⁾	-6'688.70 ²⁾	5'001'075.20		4'994'386.50
Contribution de solidarité agricole (nette après prestations) ¹⁾			101'605.15	101'605.15
Montant total viré à la FRV	-6'688.70	9'770'752.55	101'605.15	9'865'669.00

¹⁾ Montants bruts.

²⁾ Dès l'exercice 2009, les cotisations CAP des collaborateurs agricoles et les primes d'assurance-accidents des travailleurs agricoles sont facturées uniquement par la Caisse de compensation AVS agricole, viticole et rurale «Agrivit». Dès lors, la CCA VS ne comptabilise plus que des décomptes rectificatifs relatifs aux exercices antérieurs à 2009.

Les allocations professionnelles suivantes ont été accordées :

Genre d'allocations	Retenues sur les cotisations CAP	Payées par la FRV	Total CHF
Enfants jusqu'à 15 ans	1'418'760.00		1'418'760.00
Enfants de 16 à 20 ans	1'182'418.00		1'182'418.00
Naissance		60'000.00	60'000.00
			2'661'178.00

7 – REMERCIEMENTS

Nous adressons nos remerciements aux partenaires qui nous ont apporté leur collaboration et accordé leur confiance, ainsi qu'au personnel de la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS, qui assure l'application de cette législation relative aux mesures de prévoyance sociale dans l'agriculture et la viticulture.

Fabienne Goetzinger

Pierre-Yves Maillard

Directrice

Président du Conseil d'administration

Annexe 1: Notice n° 6'900

Annexe 2: Rapport de la FRV relatif à la gestion et aux comptes de l'exercice 2015, adopté par l'Assemblée des délégués le 26 mai 2016

ANNEXE 1 : Notice n° 6'900

CAISSE CANTONALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

Rue du Lac 37

1815 CLARENS

Tél. 021 964 12 11

Fax 021 964 15 38

NOTICE

concernant

la contribution de solidarité agricole (CGAS)

(valable dès le 1^{er} janvier 1978)

I. Personnes qui doivent la contribution de solidarité agricole

Doivent la contribution de solidarité agricole au sens des articles 3 à 8 de la loi vaudoise du 29 novembre 1965 réglant le paiement des allocations familiales et encourageant d'autres mesures de prévoyance sociale dans l'agriculture et la viticulture (*Charte sociale agricole*) :

1. Les **exploitants** pour lesquels l'agriculture ou la viticulture constituent la profession principale, mais qui :
 - refusent d'être affiliés à la Caisse agricole et viticole FRV (*ci-après FRV*)
 - ou
 - sont exclus de la FRV, par exemple parce qu'ils ne s'acquittent pas de la cotisation d'assurance sociale professionnelle agricole;*Taux de la cotisation : selon barème II ci-après.*
 2. Les **personnes morales** qui exploitent un domaine agricole ou viticole dans le canton de Vaud.
 3. Les **personnes physiques** qui, domiciliées dans le canton de Vaud, pratiquent **accessoirement** l'agriculture ou la viticulture (*c'est-à-dire sans que l'exploitation d'un terrain ou d'un bâtiment agricole ou viticole ne constitue leur activité principale*) et qui ne remplissent pas, de ce fait, les conditions d'affiliation à la FRV.
 4. Les **personnes physiques qui sont domiciliées hors du canton de Vaud**, mais qui exploitent dans le canton de Vaud des terrains ou des bâtiments agricoles ou viticoles.
 5. Les **propriétaires** de terrains viticoles exploités par un vigneron-tâcheron et les **propriétaires de terrains agricoles ou viticoles** qui ne sont pas exploités (*terrains en friche situés en zone agricole*).
- Taux de la cotisation forfaitaire dans les cas 2 à 5 : selon barème III ci-après.*

II. Taux de la CGAS due par les exploitants agricoles ou viticoles qui ne sont pas membres de la FRV

Le taux de la cotisation est fixé à 2 % du revenu déterminant. Si le montant annuel de la cotisation calculée au taux de 2 % du revenu est inférieur à Fr. 60.--, la CGAS est fixée au montant minimum de Fr. 60.-- par année. Le revenu déterminant pour le calcul de la CGAS est le revenu global net (*agricole et non agricole*) selon la loi sur les impôts directs cantonaux, avant les déductions sociales et pour charges de famille. Au revenu net de l'exploitant est ajouté celui des membres de sa famille travaillant dans l'exploitation familiale (*collaborateurs familiaux agricoles ou viticoles au sens de la loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture*).

III. Taux de la CGAS forfaitaire

Pour les personnes morales, les personnes physiques pour qui l'agriculture ou la viticulture ne constituent pas l'activité principale et les personnes physiques domiciliées hors du canton de Vaud, le montant de la contribution est calculé d'après le barème forfaitaire arrêté par le Conseil d'Etat le 26 janvier 1972 :

Genre d'exploitation	Montant annuel de la CGAS valable depuis le 1.1.1972
1. Exploitations de plaine (<i>jusqu'à 800 mètres</i>) :	
a) dans lesquelles l'effectif moyen annuel du bétail est égal ou inférieur à 1,5 UGB par hectare	Fr. 15.-- par ha.
b) dans lesquelles l'effectif moyen annuel du bétail est supérieur à 1,5 UGB par hectare	Fr. 12.-- par UGB
2. Exploitations de montagne (<i>au-dessus de 800 mètres</i>)	Fr. 7.-- par UGB
3. Estivage-alpages : par paquier de 100 jours pour une vache ou par paquier de 200 jours pour une génisse.....	Fr. 1.20 par paquier
4. Vignes :	
a) Régions de Lavaux, Vevey-Montreux et Est du canton	Fr. 1.60 par are
b) Régions de La Côte	Fr. 1.50 par are
c) Régions Nord du canton	Fr. 1.40 par are
5. Arboriculture commerciale	Fr. 1.-- par are
6. Cultures maraîchères	Fr. 1.-- par are
Le montant annuel de la contribution de solidarité agricole est limité :	
— à un minimum de Fr. 20.-- (les montants inférieurs à Fr. 10.-- par année sont abandonnés, les montants compris entre Fr. 10.-- et Fr. 20.-- sont portés à Fr. 20.--);	
— à un maximum de Fr. 3'000.-- par affilié (les montants dus par une personne physique ou morale pour plusieurs domaines sont totalisés).	

La conversion en unités de gros bétail (UGB) des animaux acquis ou élevés dans une exploitation est effectuée selon le barème suivant :

Genre d'animaux	Nombre d'UGB par tête	Genre d'animaux	Nombre d'UGB par tête
Chevaux d'élevage et de luxe	0.80	Porcs : - à l'avancement par année (<i>moins de 50 kg et plus de 8 semaines</i>)	0.10
Chevaux de trait, mules et mulets	0.50	- à l'engraissement par année (<i>50 kg et plus</i>)	0.20
Poulains, mules et mulets jusqu'à 1½ année	0.50	- Verrats et truies d'élevage	0.40
Taureaux d'élevage et bœufs : - de plus de 2 ans	0.80	Poules pondeuses par année	0.02
- de 1 à 2 ans	0.75	Poulets à l'engraissement par année	0.005
Génisses : - de plus de 2 ans	0.75	Poussins de un à quatre jours, dits "d'un jour"	0.00033
- de 1 à 2 ans	0.50	Lapins, canards, etc.	0.02
Génisses et bœufs jusqu'à un an	0.25	Chiens, chats	0.00
Vaches	1.00	Ruches	0.00
Veaux de boucherie	0.25		
Chèvres et moutons	0.10		



Table des matières

1 - PREMIERE PARTIE : allocations familiales.....	2
2 - DEUXIEME PARTIE : évolution du nombre d'agriculteurs et de leur revenu.....	5
3 - TROISIEME PARTIE : Pont AVS (article 19 de la Charte).....	7
4 - QUATRIEME PARTIE : commentaires des comptes.....	9
4.1 Recettes.....	9
4.2 Dépenses.....	10
4.3 Bilan.....	10
4.4 Résultats 2015.....	10
4.5 Budget.....	12
5 - CINQUIEME PARTIE : conclusion.....	13

1 - PREMIERE PARTIE : allocations familiales

Le montant des allocations familiales avait été augmenté en 2013 et porté à Fr. 60.-- pour les enfants jusqu'à 15 ans et à Fr. 90.-- pour les adolescents entre 16 et 20 ans, tandis que l'allocation de naissance était maintenue à Fr. 1'500.--. Ces montants ont été reconduits pour 2014 et 2015. L'aide de l'Etat au titre de la Charte sociale agricole a été de deux millions, comme lors des années précédentes.

Le montant total des allocations familiales et de naissance versées en 2015 en application de la Charte sociale est de Fr. 2'661'178.--, en diminution de Fr. 188'152.-- par rapport à 2014. Cette nouvelle diminution est essentiellement liée à des facteurs démographiques ; la baisse du nombre des exploitations agricoles y participe aussi.

La campagne d'information entreprise par la FRV a déjà permis d'identifier une partie des enfants nés dans des familles au bénéfice des allocations des régimes généraux - et non de celui de la LFA - et qui n'étaient pas répertoriés de manière adéquate et donc pas mis au bénéfice des allocations fondées sur la Charte sociale agricole. L'effort doit être poursuivi et, à terme, la FRV a pour objectif que les enfants des familles paysannes soient inventoriés de manière exhaustive. Des contacts ont été pris à cet effet avec l'Office vaudois de l'assurance maladie (OVAM), qui pourrait disposer des données adéquates mais ne dispose pas encore des moyens techniques nécessaires pour les fournir. Dans l'immédiat, soit au début de l'année 2016, un questionnaire a été adressé à toutes les familles paysannes pour actualiser les données dont dispose l'association professionnelle, notamment en ce qui concerne le nombre d'enfants.

Le tableau ci-après montre l'évolution des allocations familiales depuis l'année 2002. Des augmentations du niveau des allocations sont intervenues en 2008 et 2013.

L'article 4 de la Charte sociale prévoit que le montant de l'aide de l'Etat est compris entre un million et demi et deux millions et que l'apport de la profession, soit la contribution de solidarité et la cotisation d'assurance sociale professionnelle (CAP), doit être d'un million et demi au moins. Le produit combiné de la contribution de solidarité et de la CAP, dont il sera plus largement question ci-après en deuxième partie, a été de Fr. 4'751'758.20 en 2015, soit beaucoup plus que le minimum fixé par la Charte.



Récapitulatif
Allocations familiales
2002 - 2015

Allocations :	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
de naissance	77'851.00	82'755.00	59'461.00	61'300.00	80'916.00	64'978.00	114'859.00
enfants jusqu'à 15 ans	2'313'256.00	2'392'177.10	2'489'080.00	2'563'572.00	2'461'404.00	2'313'872.00	2'482'304.00
enfants de 16 à 20 ans	846'790.00	678'720.00	498'400.00	347'620.00	406'980.00	476'070.00	621'530.00
Total	3'237'897.00	3'153'652.10	3'046'941.00	2'972'492.00	2'949'300.00	2'854'920.00	3'218'693.00

Allocations :	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
de naissance	126'613.00	103'500.00	133'500.00	101'113.00	109'500.00	91'500.00	60'000.00
enfants jusqu'à 15 ans	2'182'655.45	2'117'442.35	1'831'564.00	1'501'980.00	1'660'620.00	1'485'420.00	1'418'760.00
enfants de 16 à 20 ans	773'280.00	733'120.00	851'958.00	1'047'290.00	1'179'538.00	1'272'810.00	1'182'418.00
Total	3'082'548.45	2'954'062.35	2'817'022.00	2'650'383.00	2'949'658.00	2'849'730.00	2'661'178.00

Un examen de détail permet de savoir comment cet apport de la profession est utilisé, c'est-à-dire si son affectation correspond, dans la mesure exigée par la loi, à des mesures sociales au sens de la Charte.

Outre les Fr. 661'178.-- consacrés à compléter l'aide de l'Etat pour le versement d'allocations familiales, la FRV a affecté Fr. 775'868.03 au Pont AVS (art. 19 Charte) et Fr. 241'000.-- au dépannage agricole et familial (art. 20 Charte) ; elle a en outre pris en charge les frais d'administration facturés par la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (CCA VS) à raison de Fr. 437'886.--. Rappelons que la CCA VS est en charge, pour le compte de la FRV, du paiement des allocations familiales et de l'encaissement de la CAP ; à ce titre, les frais facturés font partie de l'apport de la profession au sens de l'article 4 de la Charte. Le total des dépenses à caractère social (Fr. 2'115'932.03) représente plus qu'un cofinancement paritaire. L'augmentation des allocations familiales opérée en 2013 n'a permis que très provisoirement de renforcer la part professionnelle du cofinancement des mesures sociales en faveur de l'agriculture vaudoise ; la baisse du montant consacré aux allocations familiales entre 2013 et 2014 (près de Fr. 100'000.--) et entre 2014 et 2015 (près de Fr. 200'000.--) a amené le Comité de la FRV à décider d'une nouvelle adaptation de F. 10.-- pour 2016. Le montant des allocations familiales professionnelles passera donc de Fr. 60.-- à Fr. 70.-- pour les enfants jusqu'à 15 ans, et de Fr. 90.-- à Fr. 100.-- pour les adolescents jusqu'à 20 ans.

Cela dit, une réorientation partielle de la politique de la FRV en matière d'allocations familiales est à l'étude. En effet, la réforme vaudoise de l'imposition des entreprises, adoptée en votation le 20 mars 2016, prévoit une augmentation des allocations familiales par palier dès septembre 2016 et jusqu'en 2022. Mais cette augmentation ne concerne pas les allocations versées en application de la Loi fédérale sur les allocations familiales dans l'agriculture (LFA). Les allocations familiales professionnelles FRV pourraient donc servir à compenser la différence de traitement entre les familles qui touchent les allocations vaudoises et celles qui sont au bénéfice de celles de la LFA, moins généreuses. Dans ce cadre, les allocations FRV pourraient aussi être versées non pas seulement jusqu'à l'âge de 20 ans, mais aussi jusqu'à 25 ans pour les jeunes en formation. Une telle solution exige une réflexion approfondie, qui est en cours et porte sur les conséquences financières et les contraintes administratives.

Outre ces dépenses à caractère social, la FRV fait bénéficier ses adhérents d'autres prestations d'assurance, telle la protection juridique, et participe au financement de la défense professionnelle agricole par le versement d'une cotisation à l'association agricole faîtière cantonale Prométerre.

2 - DEUXIEME PARTIE : évolution du nombre d'agriculteurs et de leur revenu

Tableau N° 1

Exploitants et collaborateurs familiaux

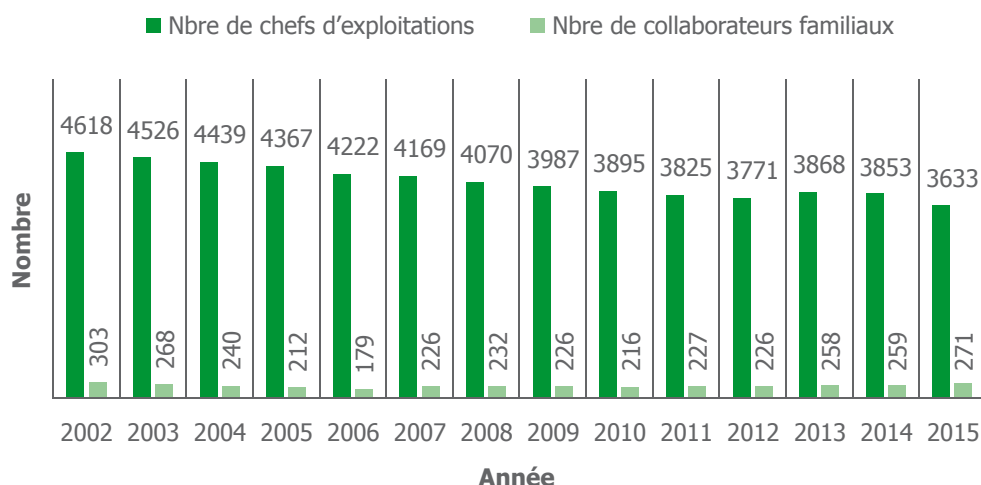


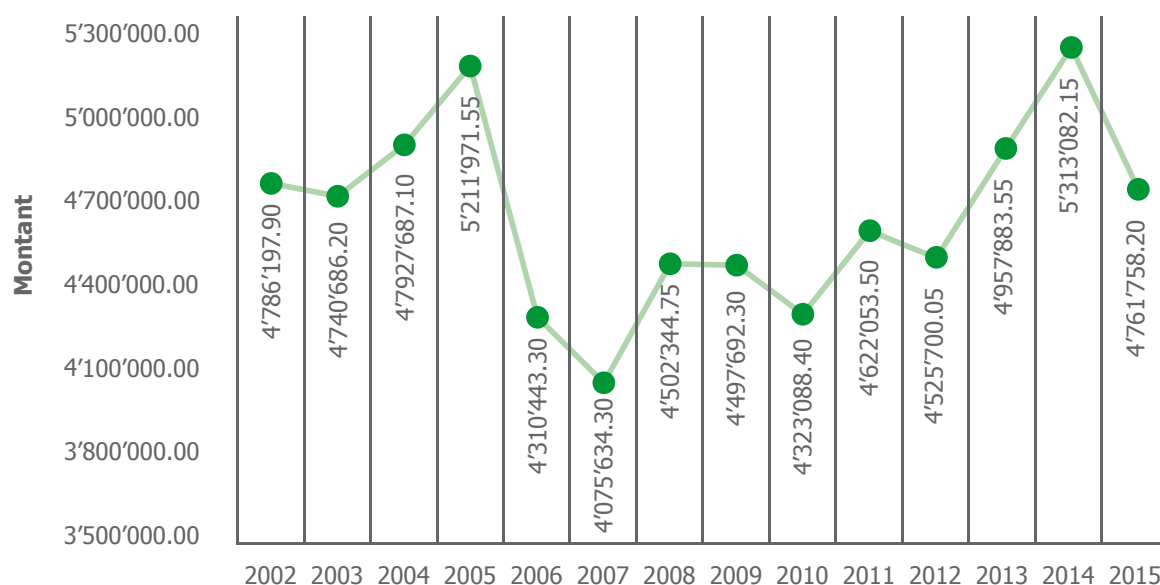
Tableau N° 2

Répartition 2015 des membres et affiliés de la FRV et de la CAP

Catégorie	Membres ou affiliés			CAP		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Chefs d'exploitation	3'868	3'853	3'633	4'256'974.75	4'659'113.00	4'069'150.10
Collaborateurs familiaux	258	259	271	39'960.00	37'597.65	43'894.95
Personnes morales exerçant une activité agricole	46	44	45	51'300.00	52'800.00	58'600.00
Sociétés ou syndicats agricoles, d'alpage, bovins, chevalins, d'élevage, etc.	26	27	27	7'800.00	7'825.00	8'100.00
Personnes physiques exerçant une activité agricole à titre accessoire	260	268	280	150'150.00	155'483.55	165'295.40
Vignerons-tâcherons	67	64	60	37'200.00	36'800.00	36'850.00
Anciens membres de la FRV	1'813	1'673	1'683	414'498.80	363'462.95	379'867.75
Totaux	6'338	6'188	5'999	4'957'883.55	5'313'082.15	4'761'758.20

Tableau N° 3

	2013		2014		2015	
Revenu agricole annuel	154'004'087.01	65.70%	135'610'696.74	62.15%	141'899'040.39	65.16%
Revenu accessoire annuel	80'417'373.60	34.30%	82'588'192.86	37.85%	75'871'125.96	34.84%
Revenu familial annuel	234'421'460.61	100%	218'198'889.60	100%	217'770'166.35	100%

Tableau N° 4
Produit de la CAP


Le produit de la CAP est à nouveau élevé en 2015, mais moins qu'en 2014, année exceptionnelle en raison de facturations rétroactives pour des évolutions de revenus intervenues durant les périodes antérieures et de montants récupérés dans le cadre d'une nouvelle gestion du contentieux. Le revenu des familles paysannes a été relativement stable entre 2014 et 2015, ce qui devrait garantir un produit de la CAP sans mauvaise surprise pour 2016.

En ce qui concerne les effectifs des différents adhérents de la FRV, la régression du nombre des chefs d'exploitation entre 2014 et 2015, de l'ordre de 6%, s'inscrit dans la continuité de l'évolution observée durant les périodes précédentes. Le nombre des collaborateurs familiaux agricoles est en légère augmentation, celui des autres affiliés à la FRV relativement stable. Au total, le nombre des membres et affiliés de la FRV a régressé en 2015, mais de 3% seulement.

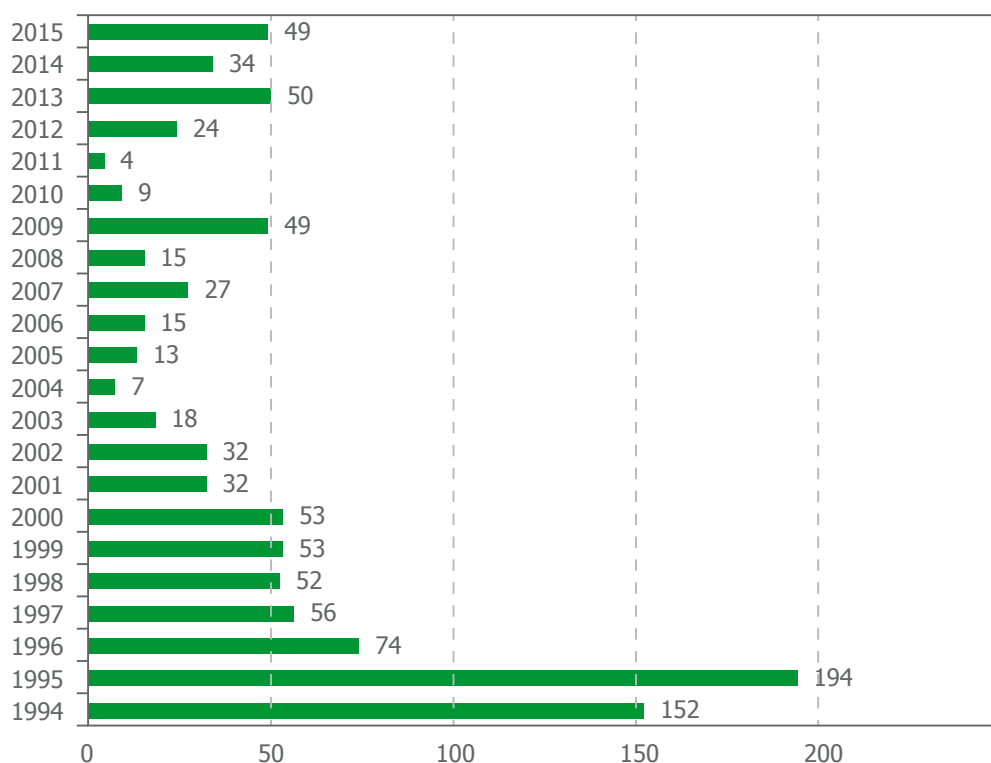
3 - TROISIEME PARTIE : Pont AVS (article 19 de la Charte)

Depuis 2010, la part de la FRV a été réduite de moitié, soit de Fr. 750'000.-- à Fr. 375'000.-- ; elle est de 50% et non plus équivalente au versement de l'adhérent, et elle est limitée à Fr. 500.-- et non plus à Fr. 1'000.-- par an et par adhérent. Le coût du Pont AVS, qui comprend aussi la rémunération des avoirs au taux minimum LPP, a un peu diminué entre 2014 et 2015, puisqu'il a passé de Fr. 1'014'497.69 à Fr. 775'858.03.

Le nombre des nouveaux adhérents (49) est plus élevé qu'en 2014 (34), et correspond au rythme de renouvellement annuel nécessaire pour maintenir l'effectif.

Tableau N° 5

Nombre d'adhésions au Pont AVS par année



- Nombre total d'adhésions depuis 1993 1156
- Nombre total de démissions depuis 1993 162
- Nombre de bénéficiaires de prestations depuis 1993 247
- Cotisants au 31 décembre 2015 747

**AJUSTEMENT DE LA PROVISION DU PONT AVS,****Remboursements et rentes**

a) Ajustement de la provision du Pont AVS

• Part des cotisants.....	-1'050'328.66
• Part des rentiers.....	1'870'483.20
(dont indexation des rentes au 01.01.2016).....	0.00
ajustement provision au 1.1.2015.....	-12'575.01
Total.....	807'579.53

b) Remboursements en espèces en 2015.....235'702.70

c) Rentes versées en 2015 (143 cas).....1'665'159.60

Total.....1'900'862.30**Total général.....2'708'441.83****FRV - PONT AVS - COMPTABILITE****Evolutions des provisions**

Provision cotisants		Provision rentiers	
31.12.2014	Fr 38'581'447.50	31.12.2014	Fr 8'466'871.80
coti adhérents	Fr. 1'952'573.80	rentes versées	Fr. -1'665'159.60
coti FRV	Fr. 333'125.60	nouveaux rentiers	Fr. 3'773'384.52
intérêts	Fr. 689'763.19	ajustement provision	Fr. -237'741.72
sorties	Fr. -4'025'791.25		
Provisions cotisants		Provisions rentiers	
31.12.2014	Fr. 37'531'118.84	31.12.2015	Fr. 10'337'355.00

FRV - PONT AVS - COMPTABILITE 2015

Prestations versées

Remboursements		
en espèces en 2015	Fr.	235'702.70
Capital décès	Fr.	20'000.00
Rentes versées		
en 2015 (143 cas)	Fr.	1'665'159.30
Total	Fr.	1'920'862.30

4 - QUATRIEME PARTIE : commentaires des comptes

4.1 - Recettes

1. Cotisation d'assurance sociale professionnelle (CAP) : le produit de la CAP est de Fr. 4'761'758.20 en 2015, en diminution de Fr. 551'323.95 par rapport à 2014. Cette évolution fait l'objet de commentaires détaillés dans la deuxième partie du présent rapport.
2. Contribution de solidarité agricole : le produit de la contribution de solidarité agricole est stable à Fr. 101'605.15 (Fr. 99'127.65 en 2014).
3. Aide de l'Etat : l'aide de l'Etat au titre de la Charte sociale agricole est stable à 2 millions. Nous renvoyons aux considérations de la deuxième partie du présent rapport.
4. Assurance accident et assurance maladie des travailleurs agricoles : c'est la Société d'assurance dommages FRV SA (SAD) qui assure les travailleurs agricoles selon la LAA (assurance accident), la Caisse cantonale de compensation AVS étant chargée de l'encaissement des primes. Ces primes, facturées en pourcents des salaires déclarés à l'AVS, transitent par la FRV ; elles ont augmenté en 2015 de Fr. 209'863.10 (4.39%), comme en 2014 (5.32%). En ce qui concerne l'assurance maladie des travailleurs agricoles, la FRV a conservé son rôle d'intermédiaire en matière d'affiliation pour le compte de PHILOS (Groupe Mutuel), la caisse maladie percevant elle-même les primes mais la FRV se chargeant des formalités d'adhésion.

PHILOS assure les travailleurs agricoles selon un système classique (prime par tête) avec une procédure d'affiliation simplifiée (annonce des travailleurs entrants et sortants par

simple liste) de manière à tenir compte de la durée réduite d'engagement de nombreux travailleurs agricoles et à prévenir les lacunes de couverture. Cette procédure simple et efficace avait été remise en question par les autorités de surveillance de l'assurance maladie, qui voulaient exiger une affiliation strictement individuelle dans tous les cas ; après négociations, le bon sens a prévalu et le système a pu être maintenu pour l'essentiel.

5. Cotisations des adhérents au Pont AVS : les résultats du Pont AVS sont commentés dans la troisième partie du présent rapport.
6. Commission du Groupe Mutuel : cette commission est la contrepartie des tâches d'affiliation accomplies par la FRV, tant en matière d'assurance collective des travailleurs (cf. ch. 4) que d'assurance individuelle des exploitants ou travailleurs agricoles.
7. Produits des placements mobiliers : le produit des placements mobiliers est très médiocre cette année, après trois années consécutives de hausses importantes. L'année boursière a été chaotique et la performance se limite à quelque 0.65%.
8. Produits des placements immobiliers : le produit des placements immobiliers est toujours un peu inférieur aux attentes en 2015. Des travaux d'entretien relativement coûteux ont dû être entrepris dans les bâtiments de Montreux. Mais avec un produit net (amortissements non compris) de Fr. 670'626.90, le résultat est meilleur qu'en 2014 (Fr. 616'081.05) et se rapproche de l'objectif budgétaire de Fr. 800'000.--.

4.2 -Dépenses

1. Cotisation à Prométerre : la cotisation à Prométerre (art. 24 de la Charte) est calculée conformément aux statuts et au règlement des cotisations tels qu'en vigueur au 1^{er} janvier 2009. Son montant est inchangé pour 2015.
2. Charges des organes et cotisations diverses : ce poste correspond à la part de la FRV aux organes communs à la FRV et à Prométerre.
3. Protection juridique professionnelle : la prime de l'assurance de protection juridique professionnelle de la FRV a été augmentée de Fr. 1'100'000.-- à Fr. 1'300'000.-- en 2014. Tous ceux qui paient la CAP (5'999 cotisants en 2015) sont automatiquement assurés; la prime globale payée par la FRV correspond donc à une prime unitaire annuelle de l'ordre de Fr. 216.--.
4. Fonds de secours : aucune aide à charge du fonds de secours n'a été octroyée en 2015.
5. Dépannage : depuis le 1^{er} janvier 2010, les prestations de dépannage sont dispensées par TerrEmploi Sàrl, une structure qui regroupe toutes les activités en rapport avec la main-d'œuvre dans le secteur agricole. La Loi sur l'agriculture vaudoise, entrée en

vigueur le 1^{er} janvier 2011, prévoit un soutien au dépannage. En 2013, une convention de subventionnement en faveur du dépannage a été signée par l'Etat de Vaud et Prométerre. Cette convention garantit à TerrEmploi le financement de 50% des frais de dépannage, à concurrence d'un montant maximum de Fr. 350'000.--. Lorsque, comme en 2015 et en raison du nombre élevé d'heures de dépannage, la part plafonnée de l'Etat n'atteint pas le 50% des coûts, la FRV supporte la différence. La contribution de la FRV en faveur des activités de TerrEmploi s'est ainsi élevée à Fr. 191'895.-- en 2013, à Fr. 264'000.-- en 2014, et à Fr. 241'000.-- en 2015.

6. Allocations familiales : ce poste a fait l'objet d'un commentaire détaillé dans la première partie du présent rapport.
7. Attribution à la provision pour allocations familiales : une provision avait été constituée en 2013, pour parer à l'éventuelle augmentation des coûts que les mesures d'information étaient susceptibles de provoquer. L'évolution des dépenses consacrées aux allocations familiales en 2014 et 2015 n'a pas nécessité de prélèvement sur cette provision. Le renouvellement d'une campagne d'information et l'augmentation du montant des allocations en 2016 justifient une nouvelle attribution ; la provision est portée de Fr. 400'000.-- à Fr. 800'000.--.
8. Assurance accident et assurance maladie des travailleurs agricoles : les montants encaissés et ceux reversés à la SAD sont identiques (cf. ch. 4 des recettes).
9. Pont AVS : les résultats du Pont AVS sont commentés dans la troisième partie du présent rapport.
10. Provision Promotion : destinée à la promotion de l'ensemble des activités de services de Prométerre, cette provision est alimentée selon une clé de répartition qui met Fr. 25'470.95 à charge du Département assurances en 2015.
11. Attribution à la provision pour l'entretien des immeubles : cette provision, dont le montant atteint Fr. 350'000.--, demeure inchangée.
12. Provision pour différence de cours sur titres : les résultats de l'exercice permettent d'attribuer Fr. 112'031.09 à cette provision, qui atteint 17% des placements et permet d'aborder avec sérénité l'année 2016 et les difficultés qui s'annoncent sur les marchés financiers.
13. La FRV a investi environ quatre millions dans des immeubles par l'intermédiaire de la société Hypotheka SA (devenue par la suite Hypco Management SA). Cette société, comme la Fondation Hypotheka dont elle assurait l'administration, est au centre d'un scandale immobilier susceptible de générer des pertes conséquentes pour les investisseurs (essentiellement des caisses de pension), notamment en raison de surévaluations de certains des immeubles concernés. En accord avec son organe de révision et compte tenu

de la très grande probabilité de la perte estimée, la FRV a jugé opportun de procéder à un abattement de 20% sur les investissements consentis plutôt qu'à la constitution d'une provision. L'évolution de ce dossier durant l'année écoulée, soit la réalisation d'une partie des immeubles concernés, ne justifie pas d'abattement complémentaire à fin 2015.

14. Charges de personnel : ces charges sont inférieures au budget de plus de Fr. 141'000.--. Si l'on considère globalement les postes 14, 15 et 16 des dépenses, le total des charges de personnel, d'administration et d'informatique est de Fr. 868'212.68, soit supérieur au niveau de 2014 (+53'430.15) mais inférieur de Fr. 61'787.32 à celui du budget. Les charges d'administration demeurent donc bien maîtrisées.
15. Frais d'administration : cf. ch. 14 ci-dessus.
16. Frais informatiques : cf. ch. 14 ci-dessus.
17. Frais d'administration CCAVS Clarens : les frais s'élèvent provisoirement à un montant total de Fr. 437'866; cas échéant, une différence serait reportée sur l'exercice suivant. Ces charges sont stables.
18. Charges des placements mobiliers : sous ce poste sont regroupés les frais de gestion et de courtage, les différences de change, les moins-values réalisées et non réalisées sur les titres.
19. Charges des placements immobiliers : ce poste correspond aux frais d'entretien courants des immeubles.
20. Amortissement rénovation des Magnolias C.11-13 : les investissements opérés en 2012 et 2013 dans les bâtiments de Montreux après le déménagement des institutions d'assurance à Lausanne (transformation des bureaux en appartements) font l'objet d'un amortissement prévu sur 20 ans.

4.3 - Bilan

L'évolution des éléments du bilan n'appelle pas de commentaire particulier. Les dotations complémentaires aux provisions pour allocations familiales et différence de cours sur titres ont été commentées sous ch. 7 et 12 des dépenses.

4.4 - Résultats 2015

Résultat de l'exercice : le résultat net est de zéro, après dotation des diverses provisions.

4.5 - Budget

Le budget de la FRV pour 2016 est très légèrement déficitaire. Le montant estimé de la CAP est maintenu au niveau de ce qu'il était avant les exercices particulièrement favorables des cinq dernières années. C'est une approche conservatrice, qui tient compte des pressions économiques que subit actuellement le secteur agricole. Le budget tient en outre compte du revenu locatif des immeubles dont la FRV est propriétaire et de 2% de produit des placements mobiliers.

5 - CINQUIEME PARTIE : conclusion

La FRV a rempli en 2015 toutes les obligations que lui imposent les articles 16 et suivants de la Charte sociale agricole. En outre, les comptes témoignent d'un apport suffisant de la profession par rapport à l'aide de l'Etat, au sens de l'article 4, alinéa 3, de la Charte.

La collaboration avec les partenaires, tout spécialement la Caisse cantonale AVS, est excellente et permet d'aborder dans les meilleures conditions des projets d'avenir dans le domaine des allocations familiales professionnelles ou des services aux employeurs agricoles.





COMPTE GENERAL DE GESTION EXERCICE 2015

COMPTE GENERAL DE GESTION : Exercice 2015

	Comptes 2014 CHF	Budget 2015 CHF	Comptes 2015 CHF
RECETTES			
1. Cotisation d'assurance sociale professionnelle (CAP)	5'313'082.15	4'400'000.00	4'761'758.20
2. Contribution de solidarité agricole	99'127.65	100'000.00	101'605.15
3. Aide de l'Etat	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00
4. Assurance accident et assurance maladie des travailleurs agricoles	4'779'325.10	4'500'000.00	4'989'188.20
5. Cotisations des adhérents au Pont AVS	2'125'354.25	2'100'000.00	1'952'573.80
6. Commission du Groupe Mutuel	375'459.85	350'000.00	385'759.65
7. Produits des placements mobiliers	4'149'857.24	800'000.00	1'616'285.06
8. Produits des placements immobiliers	1'007'044.20	800'000.00	1'008'314.20
9. Dissolution de la provision pour différence de cours sur titres	-	-	-
10. Dissolution de la provision amortissement dette hypothécaire Sully 20	-	-	-
Total des recettes	19'849'250.44	15'050'000.00	16'815'484.26
DEPENSES			
1. Cotisation à Prométerre	850'000.00	850'000.00	850'000.00
2. Charges des organes et cotisations diverses	401'219.85	400'000.00	454'965.89
3. Protection juridique professionnelle	1'300'000.00	1'300'000.00	1'300'000.00
4. Fonds de secours	-	-	-
5. Dépannage	264'000.00	331'000.00	241'000.00
6. Allocations familiales versées aux chefs d'exploitation et aux collaborateurs familiaux au sens de la Charte sociale agricole :			
a) allocations de naissance	91'500.00	110'000.00	60'000.00
b) allocations pour enfants jusqu'à 15 ans	1'485'420.00	1'700'000.00	1'418'760.00
c) allocations pour enfants de 16 à 20 ans	1'272'810.00	1'300'000.00	1'182'418.00
7. Attribution à la provision pour allocations familiales	-	-	400'000.00
8. Assurance accident et assurance maladie des travailleurs agricoles	4'779'325.10	4'500'000.00	4'989'188.20
9. Ajustement de l'engagement Pont AVS, remboursements et rentes	3'139'851.94	3'100'000.00	2'728'441.83
10. Quote-part coût Prométerre Promotion	29'116.90	30'000.00	25'470.95
11. Attribution à la provision pour entretien des immeubles	112'490.49	-	-
12. Attribution à la provision pour différence de cours sur titres	3'535'480.37	-	112'031.09
13. Attribution à la provision pour placements hypothécaires	400'000.00	-	-
14. Charges de personnel	465'434.15	550'000.00	408'247.53
15. Frais d'administration	207'233.63	230'000.00	347'820.20
16. Frais informatiques	142'114.75	150'000.00	112'144.95
17. Frais d'administration CCAVS Vevey	438'746.08	450'000.00	437'886.00
18. Charges des placements mobiliers	466'209.53	-	1'332'087.82
19. Charges des placements immobiliers	390'963.15	-	337'687.30
20. Amortissement rénovation des Magnolias C.11-13	77'334.50	80'000.00	77'334.50
Total des dépenses	19'849'250.44	15'081'000.00	16'815'484.26
Résultat de l'exercice reporté au Bilan	-	-31'000.00	-

BILAN AU 31 DECEMBRE : Exercice 2015

	2014 CHF	2015 CHF
ACTIFS		
1. Disponibilités		
- Petite caisse	-	-
- Compte Postfinance	4'146'547.89	5'363'515.52
2. Placements		
- Liquidités banque dépositaire, comptes de placements	2'752'790.37	2'514'980.11
- Comptes à terme	-	-
- Titres et placements hypothécaires	43'795'949.90	44'506'851.10
- Société rurale d'assurance de protection juridique FRV (capital)	3'000'000.00	3'000'000.00
- Société d'assurance dommages FRV (capital)	8'000'000.00	8'000'000.00
- Prêt Prométerre	1'500'000.00	1'250'000.00
- Immeubles	12'677'461.10	12'600'126.60
3. Comptes courants		
- Caisse cantonale de compensation AVS, Agrivit, CGAF, Administration fédérale des contributions FRPP, SRPJ, SAD, Philos section FRV, débiteurs	3'609'700.74	3'362'726.21
4. Actifs transitoires	440'422.20	783'724.75
Total des actifs	79'922'872.20	81'381'924.29
PASSIFS		
1. Fonds étrangers		
- Créanciers	1'975'927.85	1'988'004.38
- Engagement pour le Pont AVS	47'060'894.31	47'868'473.84
2. Passifs transitoires	285'113.63	412'478.57
3. Provisions		
- Provision pour Agrivit	1'435'433.56	1'435'433.56
- Provision pour l'entretien des immeubles	350'000.00	350'000.00
- Provision pour frais d'administration	-	-
- Provision Promotion	-	-
- Provision pour baisse de la CAP	1'123'088.40	1'123'088.40
- Provision pour la stabilité des primes de l'assurance accident et maladie des travailleurs agricoles	-	-
- Provision pour allocations familiales	400'000.00	800'000.00
- Provision pour le Service rural d'entraide de l'Association des paysannes vaudoises	118'826.00	118'826.00
- Provision pour différence de cours sur titres	7'625'973.22	7'738'004.31
- Provision pour la Société rurale d'assurance de protection juridique FRV	1'000'000.00	1'000'000.00
- Provision pour placements hypothécaires	-	-
4. Réserve		
- Réserve générale en faveur des familles paysannes et vigneronnes	18'547'615.23	18'547'615.23
- Résultat reporté au Bilan	-	-
- Résultat de l'exercice	-	-
Total des passifs	79'922'872.20	81'381'924.29

**COMPTE GENERAL DE GESTION : Exercice 2015 avec budget 2016**

	Comptes 2014 CHF	Comptes 2015 CHF	Budget 2016 CHF
RECETTES			
1. Cotisation d'assurance sociale professionnelle (CAP)	5'313'082.15	4'761'758.20	4'400'000.00
2. Contribution de solidarité agricole	99'127.65	101'605.15	100'000.00
3. Aide de l'Etat	2'000'000.00	2'000'000.00	2'000'000.00
4. Assurance accident et assurance maladie des travailleurs agricoles	4'779'325.10	4'989'188.20	4'500'000.00
5. Cotisations des adhérents au Pont AVS	2'125'354.25	1'952'573.80	2'100'000.00
6. Commission du Groupe Mutuel	375'459.85	385'759.65	350'000.00
7. Produits des placements mobiliers	4'149'857.24	1'616'285.06	800'000.00
8. Produits des placements immobiliers	1'007'044.20	1'008'314.20	800'000.00
9. Dissolution de la provision pour différence de cours sur titres	-	-	-
Total des recettes	19'849'250.44	16'815'484.26	15'050'000.00
DEPENSES			
1. Cotisation à Prométerre	850'000.00	850'000.00	850'000.00
2. Charges des organes et cotisations diverses	401'219.85	454'965.89	400'000.00
3. Protection juridique professionnelle	1'300'000.00	1'300'000.00	1'300'000.00
4. Fonds de secours	-	-	-
5. Dépannage	264'000.00	241'000.00	335'000.00
6. Allocations familiales versées aux chefs d'exploitation et aux collaborateurs familiaux au sens de la Charte sociale agricole :			
a) allocations de naissance	91'500.00	60'000.00	110'000.00
b) allocations pour enfants jusqu'à 15 ans	1'485'420.00	1'418'760.00	1'700'000.00
c) allocations pour enfants de 16 à 20 ans	1'272'810.00	1'182'418.00	1'400'000.00
7. Attribution à la provision pour allocations familiales	-	400'000.00	-
8. Assurance accident et assurance maladie des travailleurs agricoles	4'779'325.10	4'989'188.20	4'500'000.00
9. Ajustement de l'engagement Pont AVS, remboursements et rentes	3'139'851.94	2'728'441.83	3'100'000.00
10. Quote-part coût Prométerre Promotion	29'116.90	25'470.95	30'000.00
11. Attribution à la provision pour entretien des immeubles	112'490.49	-	-
12. Attribution à la provision pour différence de cours sur titres	3'535'480.37	112'031.09	-
13. Attribution à la provision pour placements hypothécaires	400'000.00	-	-
14. Charges de personnel	465'434.15	408'247.53	500'000.00
15. Frais d'administration	207'233.63	347'820.20	230'000.00
16. Frais informatiques	142'114.75	112'144.95	150'000.00
17. Frais d'administration CCAVS Vevey	438'746.08	437'886.00	450'000.00
18. Charges des placements mobiliers	466'209.53	1'332'087.82	-
19. Charges des placements immobiliers	390'963.15	337'687.30	-
20. Amortissement rénovation des Magnolias C.11-13	77'334.50	77'334.50	80'000.00
Total des dépenses	19'849'250.44	16'815'484.26	15'135'000.00
Résultat de l'exercice reporté au Bilan	-	-	-85'000.00

ANNEXE AUX COMPTES : Exercice 2015

31/12/2014

31/12/2015

1) Informations sur les principes mis en application dans les comptes annuels

Les présents comptes annuels ont été établis conformément à la loi suisse, particulièrement l'article sur la comptabilité commerciale et la présentation des comptes du Code des obligations (Art. 957 à 960).

CO Suisse

CO Suisse
(Art. 957 à 960)

Informations sur les principes comptables lorsqu'ils ne sont pas prescrits par la loi :

Les principes généraux d'évaluation suivants ont été appliqués :

- Principe de la valeur la plus basse
- Principe de réalisation
- Principe d'imparité
- Principe de la valeur d'acquisition
- Principe de prudence

2) Evaluations des actifs aux valeurs boursières et aux valeurs du marché

Titres	40'595'949.90	41'306'851.10
Autres actifs avec valeurs boursières	0.00	0.00
Réserve de fluctuations	-7'625'973.22	-7'738'004.31
Placements hypothécaires	4'000'000.00	4'000'000.00
Correction de valeur	-800'000.00	-800'000.00
Total	3'200'000.00	3'200'000.00

3) Participations

Sociétés & Forme juridique, siège

Société rurale d'assurance de protection juridique FRV SA, Lausanne

• Valeur au bilan	3'000'000.00	3'000'000.00
• Valeur nominale du capital-actions détenu	3'000'000.00	3'000'000.00
• Nombre d'actions détenues	3'000.00	3'000.00
• Part au capital	100%	100%
• Part des droits de vote	100%	100%



	31/12/2014	31/12/2015
Société d'assurance dommages FRV SA, Lausanne		
• Valeur au bilan	8'000'000.00	8'000'000.00
• Valeur nominale du capital-actions détenu	8'000'000.00	8'000'000.00
• Nombre d'actions détenues	1'000.00	1'000.00
• Part au capital	100%	100%
• Part des droits de vote	100%	100%
4) Prêt à long terme		
Prêt en faveur de Prométerre	1'500'000.00	1'250'000.00
Taux d'intérêts	2.5%	2.5%
5) Immeubles		
Immeuble Les Magnolias, Montreux		
Valeur au bilan de l'immeuble	6'650'000.00	6'650'000.00
Travaux à plus-value	1'546'690.25	1'546'690.25
Amortissements cumulés	-154'669.00	-232'003.50
Immeubles L'Eglantine, La Tour-de-Peilz		
Valeur au bilan de l'immeuble, coût historique	710'000.00	710'000.00
Travaux à plus-value	1'055'462.20	1'055'462.20
Total	1'765'462.20	1'765'462.20
Valeur nominale des cédules hypothécaires	1'000'000.00	1'000'000.00
Dont montant engagé	300'000.00	300'000.00
Immeuble Casino 26, Montreux		
Valeur au bilan de l'immeuble	2'869'977.65	2'869'977.65
6) Dissolution nette des réserves latentes		
Montant global provenant de la dissolution des réserves de remplacement et des réserves latentes supplémentaires dissoutes	0.00	0.00
7) Nombres de collaborateurs		
Nombre d'emplois à temps plein en moyenne annuelle	inférieur à 10	inférieur à 10
8) Dettes envers des institutions de prévoyance	0.00	1'368.28
9) Autres informations prescrites par la loi	néant	néant

